



# Exploitation, racisme, violences policières : la révolte est légitime et nécessaire !



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

*Le meurtre du jeune Nahel par un policier à Nanterre suscite une colère on ne peut plus légitime. En banlieue parisienne, mais aussi dans d'autres villes, les nuits d'affrontements entre la jeunesse des quartiers populaires et la police s'enchaînent. Des commissariats et bâtiments publics sont pris pour cibles, comme autant de symboles d'institutions qui oppriment et discriminent les classes populaires. Et si les dégradations dépassent ce cadre, elles restent bien peu de choses, quoi qu'on en pense, par rapport au démantèlement des services publics, à la casse du droit du travail et aux crimes racistes comme celui qui vient d'emporter Nahel, mais aussi Alhoussein, tué récemment par la police à Angoulême alors qu'il se rendait au travail. En face, les couvre-feux et interdictions de manifestations se multiplient, alors que la droite et l'extrême droite en appellent à l'état d'urgence et que le gouvernement l'envisage sur le plan national. L'état d'urgence sociale, c'est déjà ce que vivent les habitants et habitantes des quartiers populaires.*

## Cette révolte est celle d'une fraction de notre classe

Ce qui s'exprime, c'est le ras-le-bol d'être pris pour cible par la police, des contrôles au faciès, du harcèlement policier, des «bavures» quotidiennes, et plus largement d'être des laissés pour compte. Chacun sait, dans cette jeunesse, qu'il aurait pu être à la place de Nahel, dont le meurtre s'ajoute à une longue liste. Il aurait grillé un feu rouge et tenté de fuir la police? Raison suffisante pour justifier une exécution sommaire... à condition d'être issu des quartiers pauvres! Car ce ne sont ni les Carlos Ghosn ni les évadés fiscaux qui risquent d'être tués par la police, et encore moins les patrons qui nous volent tous les jours en bloquant les salaires et en spéculant avec l'inflation.

## La police tue pour maintenir l'ordre social

Cette fois-ci, les images filmées rendent impossible pour la justice, les dirigeants politiques et les médias de suivre la version mensongère des forces de l'ordre. Le meurtrier de Nahel est en détention provisoire. Mais tous ces perroquets des classes dominantes cherchent des excuses au meurtrier dans la personnalité de la victime.

Car il s'agit bien d'une guerre contre les pauvres, qu'il serait légitime de tuer. Les syndicats de police le déclarent sans honte, à l'image de l'Unsa Police et Alliance, qui affirment dans un communiqué que les policiers sont «en guerre» contre les «hordes sauvages». Ils demandent, sous une menace à

peine voilée, une «protection juridique du policier», autrement dit un permis de tuer.

Cette police raciste, largement acquise à l'extrême droite, est là pour contrôler les classes populaires, prévenir et réprimer leur révolte, et elle veut le faire en toute impunité. Le gouvernement lui donne carte blanche, avec l'approbation du Rassemblement national. Le nombre des victimes de la police est en hausse depuis la loi de 2017 – votée par la gauche de Hollande! – qui a assoupli l'emploi des armes à feu pour les refus d'obtempérer.

## Contre les violences policières, il faut se débarrasser du système capitaliste

Le renforcement de la violence policière est le pendant de la dérive autoritaire de Macron et Darmanin contre le monde du travail et sa jeunesse. C'est cette même police qui applique les politiques anti-immigrés, qui est responsable des milliers de morts de migrants aux frontières, qui réprime les Gilets jaunes ou les manifestants et manifestantes qui défendent les retraites. L'heure n'est pas à l'«apaisement», mais à participer à toutes les manifestations et initiatives contre les crimes policiers et la politique anti-sociale du gouvernement.

**Plus la misère et les bas salaires s'étendent, plus les conditions de travail se dégradent, plus les fins de mois sont difficiles, et plus la police s'arme. Alors, non aux couvre-feux et à l'état d'urgence, justice pour Nahel et toutes les victimes de la police raciste, et vive la révolte contre ce système capitaliste qui ne fait que broyer nos vies !**

mail:	<a href="mailto:npa94.cachan@gmail.com">npa94.cachan@gmail.com</a>
insta:	<a href="https://www.instagram.com/npa.cachan">npa.cachan</a>
facebook:	<a href="https://www.facebook.com/npacachan">npacachan</a>
twitter:	<a href="https://twitter.com/F_Hopital">F_Hopital</a>

### **Fermeture estivale: l'arbre qui cache la forêt**

Comme tous les ans à GR, nous revoici devant un phénomène de fermeture de lits, provoqués par les départs en vacances des collègues qui, de facto, ne peuvent plus prendre d'heures supp pour faire tourner le planning. En réalité, ça permet aux services de fonctionner avec un effectif restreint, en proposant des heures supp non pourvues, mais surtout sans embaucher! Nous on dit que si l'hôpital ne peut pas fonctionner à pleine capacité sans faire bosser ses IDE 48 h/ semaine, c'est qu'il faut embaucher plus, augmenter les salaires, ou réduire l'activité : la fermeture de lits et le respect du ratio patient/IDE ça doit être toute l'année, et pas juste quand les collègues partent en congés.

### **Qui veut gagner 1,5 million?**

En 2022, les dix rémunérations les plus élevées de GR se partagent le petit pactole d'un million et demi d'euros, soit en moyenne 150000€ par an. Un brancardier à GR met théoriquement 6 ans et demi à toucher une telle somme! Rien ne justifie de tels écarts de salaires, encore plus en période d'inflation.

### **Non à la fermeture de Beaujon et Bichat !**

Dans le procès qui oppose l'AP-HP à des syndicats et des associations, concernant le futur hôpital qui doit remplacer l'hôpital Beaujon et l'hôpital Bichat, le jugement n'a pas encore eu lieu mais le rapporteur public a conclu que : « l'annulation totale pour défaut d'utilité publique compte tenu notamment de l'insuffisante offre de soins par rapport à l'existant et aux besoins » devait être prononcée. Ce que les syndicats indiquent de puis des années : la fusion des 2 hôpitaux Beaujon et Bichat, c'est 400 lits en moins.

### **À Bordeaux, grève pour les salaires, 300 euros !**

La semaine dernière, nos collègues de la Polyclinique de Bordeaux Nord étaient en grève pour exiger 300 euros d'augmentation. Ils refusaient de s'en tenir à la « prime de partage de valeur » de 800 euros concédée par la direction. Et face aux assignations, elles ne se sont pas laissées pas faire : pas question de faciliter le travail de la direction. Face à

l'inflation, ce qu'il faut c'est de vraies augmentations de salaire. Un exemple à suivre !

### **Les chiens de garde montrent les dents**

Alors que le gouvernement est soumis à une pression croissante de la droite et de l'extrême droite pour décréter l'état d'urgence, les deux principaux syndicats de police – Alliance et UNSA Police – ont publié un communiqué incendiaire, où ils s'en prennent aux jeunes des quartiers qui ont manifesté leur colère suite à ce décès en les traitant de « hordes sauvages », « nuisibles », « chienlit ». Ils concluent en menaçant : « les policiers sont au combat car nous sommes en guerre. Demain nous serons en résistance et le gouvernement devra en prendre conscience ». Ces chiens de garde du Capital, dressés à mater les masses populaires, montrent les dents lorsqu'ils estiment insuffisante la répression qui s'abat sur les jeunes de banlieue. Et c'est ces gens là que Darmanin, mais aussi une partie de la gauche, qualifient de « police républicaine ». Pauvre République !

### **Tunisie : les migrants victimes des gardes-côtes**

Moteurs confisqués, canots laissés à la dérive, manœuvres dangereuses provoquant la panique à bord, attaques au bâton et au couteau... Les témoignages mettant en cause les gardes-côtes tunisiens, et recueillis par le site InfoMigrants, se multiplient. Et ils sont accablants. Ainsi l'une des rares rescapées du naufrage d'une embarcation de 97 personnes, qui a chaviré au large de Sfax le 22 juin, affirme que les gardes-côtes avaient lancé des gaz lacrymogènes provoquant une panique à bord et le chavirement du canot. Quant au président Kaïs Saïed il s'en est pris de nouveau violemment aux migrants sub-sahariens en début de semaine. Ce qui n'a pas empêché la Commission européenne de promettre à Tunis une enveloppe de 105 millions d'euros pour lutter contre l'immigration clandestine et à Darmanin, en visite sur place il y a deux semaines, d'annoncer de son côté l'octroi d'une aide de 26 millions d'euros dans le même but. Les forces de répression sont tunisiennes mais les donneurs d'ordre sont à Bruxelles, Rome ou Paris.

